

2 Politique

Crise à la justice

Nkéa Ndzigue perd le bras de fer face aux magistrats

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

C'est l'une des leçons à tirer du remaniement du gouvernement intervenu mardi. Comme l'exigeaient les hommes de lois depuis plusieurs mois, Francis Nkéa Ndzigue, ministre de la Justice jusque-là, est finalement parti de ce ministère pour celui de l'Habitat. Du coup, les magistrats n'ont plus de raison de poursuivre leur mouvement de grève déclenché le 13 décembre 2017.



Photo : Adjaï Nkoutoume

Le désormais "ancien Garde des Sceaux" a perdu son bras de fer...



Photo : D.R.

...face aux membres du Synamag.

"DEPUIS le 13 décembre 2017, l'assemblée générale du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) avait décidé, à l'unanimité des voix d'observer une grève générale illimitée jusqu'au départ sans condition de M. Nkéa Ndzigue Francis de la tête du ministère de la Justice".

C'est en ces termes que le président du Synamag, Germain Nguema Ella, débutait son dernier point de presse il y a quelques semaines. Cela au moment où ses collègues et lui observaient

justement un mouvement de grève qui avait réussi à paralyser considérablement les tribunaux et autres juridictions.

Malgré des mesures dilatoires et autres attermolements, l'Exécutif a fini par leur donner satisfaction. Le ministre d'Etat Francis Nkéa Ndzigue a été relevé de ses fonctions de ministre de la Justice, Garde des Sceaux lors du remaniement du gouvernement effectué le mardi 20 février 2018. Toutefois, tout en gardant son rang de ministre d'Etat, cet

avocat de métier, a été nommé à la tête du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadre de vie. Preuve que, quelque part, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, lui maintiennent leur confiance...

En guise de rappel, il faut noter que la crise de confiance entre le désormais ancien ministre de la Justice et les magistrats est née d'une déclaration à la presse du membre du gouverne-

ment et dans laquelle il avait traité ces derniers de "corrompus". Au cours du même point de presse, le natif de Minvoul (Woleu-Ntem), ont soutenu les magistrats, avait "faussement accusé" le président du Synamag d'avoir tenté de lui soustraire une grosse somme d'argent contre son silence. De même, toujours selon le Synamag, il avait ouvertement "accusé un juge d'instruction d'avoir reçu d'un inculpé des fortes sommes d'argent contre sa mise en liberté". En plus de cela, le Synamag

reprochait au ministre d'Etat Nkéa d'avoir menacé d'arrestation un juge d'instruction dans l'exercice de ses fonctions ; tout comme d'avoir violé le secret de l'instruction "en disposant de force d'un dossier couvert du sceau du secret"; etc. "Considérant, déclarait le président du Synamag, tous ces actes indignes d'un ministre de la République et attentatoires aux lois de la République comme à l'intégrité morale des personnes citées et à celle du corps des magistrats, le départ du mi-

nistre Nkéa Ndzigue Francis à la tête de la Justice avait été demandé". Et de poursuivre : "Le président de la République, président du Conseil supérieur de la Magistrature, et le Premier ministre chef du gouvernement ont été placés devant le précédent assumé par leur collaborateur".

On se souvient de ce que, lors de sa rencontre avec le bureau du Synamag, Issoze Ngondet avait promis une déclaration "imminente" du ministre de la Justice. Celle-ci n'est finalement pas arrivée. Sinon un passage sur "Gabon 1ère" qui malheureusement n'a pas pu apaiser les esprits.

D'aucuns estiment que c'est fort de cela que le chef de l'Etat et son Premier ministre ont fini par trancher en faveur des magistrats. Depuis mardi donc, Francis Nkéa Ndzigue est remplacé par Edgard Anicet Mboumbou Miyakou. Ce dernier sait désormais ce qui l'attend dans ce département. Déjà, il devra faire face à un mouvement de grève des greffiers. Décidément.

Gouvernement remanié/Portrait des nouveaux ministres

Guy Rossatanga-Rignault : un intellectuel au gouvernement !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'ENTREE au gouvernement de Guy Rossatanga-Rignault sonne comme la mise en lumière politique d'un intellectuel. Spécialiste des questions juridiques, enseignant-chercheur et homme des Lettres, l'actuel président de la Fondation Raponda-Walker, au-delà des fonctions occupées, de l'avis de tous, est un technocrate pur jus. Retour sur le parcours, de celui qui était encore secrétaire général de la présidence de la République en début de semaine.

Le nouveau ministre de la Pêche, de la Mer et de la Sécurité maritime peut se vanter d'avoir un des plus prestigieux curriculum vitae du pays. Guy Rossatanga-Rignault est né le 11 mars 1963 à Lambaréné, dans la province du Moyen-Ogooué. Baccalauréat en poche, en 1982, il s'inscrit au département de Droit de la Faculté de Droit et sciences économiques de l'Université Omar Bongo (UOB) où il sort diplômé d'une Li-

cence ancien régime, en 1986. Avant de s'envoler pour l'Hexagone. A l'Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne, il décroche deux DEA. Le premier en études africaines, option science politique, en 1987 ; le second en droit international public et organisations internationales, en 1988. C'est en 1991 qu'il soutient une thèse de doctorat nouveau régime, en Sciences politiques à l'Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne.

Diplômé de l'Académie internationale de droit constitutionnel de Tunis (Tunisie), il est également détenteur d'un certificat en médiation et arbitrage du Federal Mediation and Conciliation service de Washington aux États-Unis.

Sur le plan professionnel, Rossatanga-Rignault est intégré dans la fonction publique comme Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit et de Sciences économiques (FDSE) de l'UOB, en 1992. Et, en 2005, il est fait professeur titulaire des universités de Libreville. De 2002 à 2006, il est secrétaire général de l'UOB. En 2006, sa carrière prend une autre tournure. Il fait son entrée au palais de la présidence de la République en



Photo : Bandoma

Guy Rossatanga-Rignault, le nouveau ministre de la Pêche, de la Mer, et de la Sécurité maritime.

tant que Haut représentant personnel du président de la République, chargé des Relations internationales. Il est ensuite nommé Conseiller spécial chargé de missions du

président de la République, chef de département des Affaires juridiques de septembre 2009 à 2016. Après l'élection présidentielle de 2016, il est nommé secrétaire général de la présidence de la République.

Guy Rossatanga-Rignault est l'auteur de plusieurs parutions. A ceux qui veulent savoir d'où il tire la rigueur et la probité qui le caractérisent, il répond qu'il est le descendant de l'un des pères-fondateurs de l'Eglise protestante au Gabon. «C'est de cet héritage que je tiens ma passion de la vérité et du travail». Des préceptes dont le nouveau détenteur du porte-feuille de la Pêche, de la Mer et de la Sécurité maritime aura sans nul doute besoin pour conduire à bon port la mission qui vient de lui être confiée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

L'homme est marié et père de quatre enfants. Tout comme, il est détenteur de plusieurs distinctions honorifiques. Notamment Commandeur dans l'Ordre national du Mérite (Gabon) et Chevalier de la Légion d'Honneur (France).

CNR/Législatives 2018

Ping va parler !

O'. N. & C. O.
Libreville/Gabon

C'est du moins ce qui ressort de la rencontre entre la cellule de communication du principal candidat de l'opposition à la Présidentielle d'août 2016, Jean Ping, et les représentants de la presse nationale et internationale. Laquelle a eu lieu, hier, à sa résidence des Charbonnages à Libreville.

LA cellule de communication du leader de la Coalition pour la nouvelle

République (CNR), a organisé une cérémonie en l'honneur des représentants de la presse nationale et internationale en poste au Gabon. Cette manifestation qui a enregistré la présence de Jean Ping, lui-même, a eu lieu à sa résidence des Charbonnages, dans le premier arrondissement de Libreville. Occasion pour Mme Blanche Simony, membre de ladite cellule, de remercier les organes de presse qui accompagnent la CNR en général, et M. Ping en particulier en couvrant leurs activités politiques.

Profitant de cet espace, le principal candidat de l'opposition à la dernière Présidentielle a annoncé qu'il parlera la semaine prochaine. "Je vais prendre la parole la semaine prochaine", a-t-il déclaré. Non sans indiquer qu'il abordera essentiellement les sujets "qui divisent la CNR". Et de reconnaître qu'il y a des frictions au sein de ce bord politique qui s'oppose radicalement au pouvoir en place.

"Parfois, a dit le natif d'Omboué, les insultes fusent. Vous avez remarqué que les

réseaux sociaux, la diaspora et l'opinion publique s'emballent". Tout en se proposant de regarder tout ce débat avec un peu de "recul", de "hauteur", il dit ne pas croire que "ce débat signifie qu'il n'y a plus d'harmonie au sein de cette Coalition, ou qu'elle n'existe plus". L'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) estime d'ailleurs que "le débat est nécessaire, même si les idées des uns et des autres divergent". Mais les leaders finissent par se retrouver, soit à la Conférence des présidents prési-



Photo : Chris Oyame

Le président de la Coalition, Jean Ping et sa collaboratrice.

dée par Jean Eyeghe Ndong, soit à la conférence des leaders que lui-même préside. "Les débats sont houleux, c'est aussi cela la démocratie ; nous pensons qu'à terme nous allons les surmonter", a

déclaré M. Ping. "Je vais prendre la parole la semaine prochaine sur tout ça, parce que la presse et l'opinion me somment de prendre la parole", a-t-il conclu.